

# ENTRETIEN. «Excellence et proximité»: le cap de Lamri Adoui, réélu à la tête de l'université de Caen



Lamri Adoui reste le président de l'université de Caen Normandie (Calvados), ici dans les étages du bâtiment présidence, sur le campus 1 caennais, dans la foulée du conseil d'administration qui avait lieu lundi 2 décembre 2024. Ouest-France

Nouveau mandat, projets, budget, tensions entre les universités et l'État... À l'occasion de sa seconde réélection à la présidence de l'université de Caen Normandie (Calvados), lundi 2 décembre 2024, Lamri Adoui a répondu à nos questions. À la tête des campus bas-normands depuis 2020, comptant plus de 30 000 étudiants et étudiantes, il repart, avec son équipe, pour quatre années, prônant une « université où il fait bon vivre ».

Seul candidat à la présidence de l'université de Caen Normandie, arrivé en tête lors des élections internes qui se tenaient les 16 et 17 octobre 2024 pour les personnels et la communauté étudiante, **Lamri Adoui** conserve son siège de président. [Il a été réélu par le conseil d'administration, lundi 2 décembre 2024](#). Le soir même, il acceptait de répondre à nos questions. Voici ses réponses, à l'aube de son second mandat à la tête de l'université de Caen et de ses différents campus dans la [Manche](#) et l'[Orne](#), comptant plus de 30 000 étudiants et étudiantes.

Vous avez été réélu président de l'université de Caen, lundi 2 décembre. Qu'avez-vous dit au conseil d'administration ?

Que notre université n'est pas tout à fait comme les autres. Elle a une histoire et un certain nombre de valeurs, notamment humanistes. Elle a une géographie, un territoire étendu, qui lui donne une responsabilité sociale quand on parle d'égalité des chances des jeunes de notre territoire. Avec des bassins de vie et des tissus économiques diversifiés, d'[Alençon](#) à [Cherbourg](#) en passant par [Caen](#). Nous avons essayé, au cours des quatre dernières années, de construire une université qui arrive à articuler excellence et proximité, qui ne cède en rien à la qualité de sa recherche, à l'internationalisation, à l'innovation, à la formation, et qui rende service à son territoire. On est allé chercher des moyens, on a semé des graines. Maintenant, il nous faut aussi travailler autour de notre projet d'établissement sur des enjeux identifiés : la mise en valeur de la pluridisciplinarité tout en faisant de l'université un lieu d'accomplissement, durable, responsable, solidaire.

**Lire aussi :** [Élections à la fac de Caen : plus de 30 000 électeurs et électrices appelés aux urnes électroniques](#)

Ce n'est pas le cas de notre établissement, mais un certain nombre d'universités savent qu'elles ne pourront pas finir 2025.

*Lamri Adoui, président de l'université de Caen (Unicaen)*

Vous venez du monde de la recherche et présentiez le projet « [Caen](#), stratégie pour l'accélération en recherche » (CaeSAR), en 2024. La recherche reste une priorité ?

Bien sûr. Je ne dis pas que c'est LA priorité, car elles sont multiples et sur des plans très différents. La lutte contre [la précarité étudiante](#), par exemple, n'est pas comparable aux activités de recherches. Mais celles-ci constituent le plus de l'université, c'est ce qui fait son avantage compétitif par rapport à certains enseignements supérieurs privés lucratifs qui peuvent prospérer sur le territoire. C'est ce qui permet d'innover. On n'a pas la prétention d'avoir une reconnaissance mondiale sur tous les sujets de recherche mais on a des domaines où on peut : je pense au neurovasculaire, au nucléaire, à la chimie, aux matériaux, au numérique pour les sciences humaines et sociales... Le rôle de l'université, [c'est de faire germer l'excellence de demain](#), avec nos atouts :

pour les enjeux de mémoire, d'histoire et de paix ; pour ceux relatifs au changement climatique ; pour l'innovation en santé ; pour l'intelligence artificielle...

Vous êtes réélu à l'heure où le gouvernement, lui, est menacé de censure et où le budget de l'État froisse le monde universitaire. Ce 3 décembre, une journée d'action avait lieu [à l'appel de France Universités](#).

On est à un point de bascule. Le budget en discussion – [à voir ce que cela donnera...](#) – représente une rupture pour les universités. L'État décide d'un certain nombre de dépenses supplémentaires sans en assumer la charge. Augmentation du point d'indice des fonctionnaires, augmentation de 1 à 3 jours de carence des agents de la fonction publique, augmentation tout juste annoncée de 4 % de la prise en charge par les universités des cotisations retraite de leur personnel. En deux ans et demi, pour l'université de Caen, c'est 17 millions d'euros que l'État nous a imposés.



Lamri Adoui, président de l'université de Caen (Calvados), réélu pour un second mandat ce lundi 2 décembre 2024, ici au sortir du conseil d'administration de l'établissement. Ouest-France

Pour quel budget ?

L'État nous donne 200 millions d'euros et on a un budget global autour de 280 millions, ce qui veut dire qu'on va chercher 80 millions d'euros en ressources additionnelles. Un certain nombre d'universités savent qu'elles ne pourront pas finir 2025 ! Ce n'est pas le cas de notre établissement, qui est plutôt, dans ce marasme, une université un peu moins en difficulté. C'est une question de temps : des établissements ne passeront pas 2026 ou 2027 si cela continue. Nous sommes des universités que l'État a décidé de rendre autonomes. [Aussi, on demande que l'État, quand il est décideur, soit payeur](#). Et si vraiment l'enseignement supérieur, la recherche et la jeunesse sont des priorités, alors, il faut le soutien de l'État sur ces missions. On attend un geste, un soutien. C'est la première fois que, au-delà de l'inquiétude, les universités sont vraiment en colère.

Y a-t-il quand même de quoi se projeter sur des travaux pour vos différents campus ?

On a un projet de réhabilitation et d'extension [du centre Cyceron, la plateforme d'imagerie biomédicale, à Caen](#). Un autre, sur plusieurs années et en site occupé, concerne la bibliothèque universitaire Pierre-Sineux et la faculté de droit qui est à côté, sur le campus 1, ainsi que l'accès à la galerie vitrée. À [Caen](#), toujours, on espère aussi des reconstructions sur le campus 2 de [Caen](#). Sans oublier les vestiaires sur le stade du campus 1. À [Saint-Lô](#), un projet est très soutenu par les collectivités : le rapatriement de l'Inspé sur le site de l'IUT et la construction d'une bibliothèque cœur de campus ouverte sur la ville. À [Cherbourg](#), on a des investissements sur une halle technologique et une rénovation profonde des bâtiments. À [Alençon](#), un million d'euros nous sont donnés pour faire notamment de la mise en accessibilité des locaux.

La Fondation 1432 aura pour objectif de financer des projets au service de l'égalité des chances, du développement durable, de la valorisation de notre patrimoine

*Lamri Adoui, réélu président d'Unicaen pour un second mandat*

En 2020, quand vous avez été élu, la fusion des universités de [Caen](#) et [Rouen](#) était un sujet. Ce n'est plus le cas du tout ?

Non. Le projet était mort-né. On a [trois universités pluridisciplinaires \(avec Le Havre\)](#), des mobilités et des transports pas extraordinaires entre ces villes. On n'aurait pas eu de gain ni d'économies d'échelle, et je n'ai jamais vu la valeur ajoutée de faire un gros ensemble dans les conditions dans lesquelles nous sommes territorialement.

Malgré tout, Normandie Université demeure comme communauté d'universités et d'établissements du supérieur et de la recherche (ComUE) .

Oui, elle travaille beaucoup sur les enjeux de valorisation, d'innovation, de transfert vers le monde industriel ou culturel, notamment. Il faut des brevets, des start-up, des financements. Normandie

Université est un espace de neutralité à qui on a confié notre stratégie et notre développement sur ces enjeux et qu'on n'a pas envie de remettre en cause.

La Ville de Caen fête son Millénaire en 2025. Un mot sur la Fondation 1432 ([date de création de l'université caennaise](#)) que vous lancerez dans le même temps ?

On avait d'abord beaucoup travaillé avec les collectivités, les entreprises, les associations. On a recensé tous les partenaires qui travaillent avec l'université, peu importe leur statut : chaque année, nous avons 4 500 partenaires prenant des stagiaires, des alternants... C'est une force énorme qu'on a fédérée autour du Club Phénix. [Cette fondation, c'est l'étape d'après](#) : pour des enjeux qu'on n'arrive pas à financer, parce qu'il n'y a pas des appels à projet sur tout et que ce n'est pas toujours bien de répondre à des appels à projets, on a souhaité créer une fondation partenariale. Elle a été approuvée par nos instances, par l'ensemble des partenaires (rectorat, préfecture, ministère). On attend simplement la publication des statuts au Journal officiel. On a cherché des entreprises engagées, avec un intérêt particulier pour la Normandie, pas en concurrence les unes avec les autres. Cette fondation aura pour objectif de financer des projets au service de l'égalité des chances, du développement durable ou encore de la valorisation de notre patrimoine.

Propos recueillis par Kevin VERGER.